



Les Nouvelles du Climat

Mai 2020

Table des matières

Nouvelles du Centre 4C Maroc	2
Focus : Changements climatiques, COVID-19 et relance verte	3
Au niveau international.....	4
Rapport FAO : COVID-19 et impact sur la sécurité alimentaire dans la région NENA	4
Emergence de vagues de chaleur et d'humidité jugées trop sévères pour la tolérance humaine ..	5
Ralentissement des pertes forestières expliqué par l'essor de la gestion durable des forêts.....	5
Publication du Bilan 2019 du Climat en Europe.....	6
Quatre villes asiatiques adoptent une approche circulaire pour leur gestion des déchets plastiques	6
Antarctique : le réchauffement climatique provoque la prolifération d'algues vertes.....	7
Au niveau national	7
Haut-Commissariat au Plan : Enquête sur l'impact du coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages.....	7
Centre Marocain de Conjoncture : Impacts de la pandémie.....	8
Adoption de nouvelles normes pour la photovoltaïque	8
Le taux de remplissage des barrages avoisine les 50%	9
On respire mieux durant l'état d'urgence.....	9



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Nouvelles du Centre 4C Maroc

- Dans le cadre de son projet « Renforcement opérationnel », le Centre 4C Maroc, avec l'appui du Programme de Développement des Nations Unies, déploie une stratégie de renforcement des capacités des différents acteurs en matière d'intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles et la planification territoriale. Dans ce cadre, une série de formation au profit des ONG de plusieurs régions a été organisée afin de renforcer leurs compétences en matière de plaider pour l'intégration du changement climatique dans les politiques publiques territoriales. Les formations appuient les différentes ONG à élaborer un plan de dialogue ainsi qu'un projet de plaider pour une meilleure intégration des changements climatiques dans les plans de développement régionaux. Jusqu'à présent, des formations ont été organisées pour les régions Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, Marrakech-Safi et Beni Mella-Khenifra.
- Toujours dans le cadre de son projet « Renforcement opérationnel », le Centre 4C Maroc, avec l'appui du Programme de Développement des Nations Unies, a lancé deux appels à consultation ces dernières semaines pour :
 - L'élaboration d'une note conceptuelle du projet « Gestion intégrée des ressources en eau dans le contexte du changement climatique dans la ville de Marrakech » ([pour plus de détails](#));
 - Et pour l'élaboration d'une note conceptuelle du projet « Installation de toits solaires PV raccordés au réseau de basse tension dans le secteur résidentiel au Maroc », à soumettre au Fonds Vert pour le Climat (FVC) » ([pour plus de détails](#)).



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.

Focus : Changements climatiques, COVID-19 et relance verte

La pandémie de la COVID-19 est étroitement liée à la question de l'environnement et des changements climatiques. En effet, le changement climatique est l'un des facteurs à l'origine de la multiplication des épidémies ainsi que de leur expansion géographique, et de l'aggravation de leur impact. Cela s'explique par un environnement rendu plus propice pour les pathogènes et leur prolifération ainsi que pour les vecteurs de maladies infectieuses (tels les moustiques). Le changement climatique joue le rôle d'élément aggravant d'autres facteurs déjà à l'origine de l'amplification des maladies, tels que la faiblesse des systèmes de santé. Le changement climatique impacte également les maladies transmises par l'eau.

A l'heure actuelle, avec l'intensification des voyages aériens, les pathogènes, mais également les vecteurs, voyagent non plus seulement d'un pays voisin à un autre, mais d'un continent à un autre en quelques heures. Un pathogène et une nouvelle maladie peuvent ainsi être introduits dans une nouvelle aire géographique. Si l'environnement est favorable à la prolifération de ce pathogène, suite au changement climatique par exemple, la maladie peut s'implanter durablement dans cette nouvelle aire et devenir une menace pour une population non immune.

Les scientifiques ont également démontré que le déclin de la biodiversité accélère l'émergence de virus dangereux pour les populations humaines et augmente les risques de transmission des pathogènes et l'émergence des maladies associées. Selon les experts, la déforestation et d'autres formes de conversion des terres chassent les espèces exotiques de leurs niches écologiques vers des environnements artificiels créés par l'Homme, où elles sont à l'origine de nouvelles souches de maladies. Les scientifiques avaient prédit il y a deux ans déjà qu'un nouveau coronavirus émergerait des chauves-souris en Asie, en partie parce que c'était la zone la plus touchée par la déforestation et d'autres pressions environnementales.

De plus, il est maintenant prouvé que la crise de la qualité de l'air a rendu la COVID-19 plus mortel. En effet, une étude de l'université de Harvard a révélé que les personnes vivant dans des comtés où les niveaux de pollution atmosphérique sont élevés ont beaucoup plus de chances de mourir de la maladie que celles qui en ont des niveaux plus faibles.

L'actuelle pandémie de la COVID-19 vient nous rappeler le fait que santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes sont étroitement liées et que l'une ne va pas sans les autres. Un consensus semble se dégager sur le fait que les futures dépenses liées à la relance économique devraient être mises à profit pour appuyer une transition vers une économie sobre en carbone et résiliente aux changements climatiques.

L'Union Européenne a déjà placé le changement climatique au cœur de son plan de relance. Les maires des plus grandes villes du monde ont averti que si l'humanité veut échapper à une catastrophe climatique, il ne pourra y avoir de retour au statu quo au lendemain de la crise de la COVID-19. Enfin, le Fonds Monétaire International a exhorté les gouvernements à investir les prêts d'urgence dans les secteurs verts, à supprimer les subventions aux combustibles fossiles et à taxer les émissions carbone.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.

Au niveau international

Rapport FAO : COVID-19 et impact sur la sécurité alimentaire dans la région NENA

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié une synthèse politique visant à évaluer les impacts potentiels de la COVID-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans la région et à proposer des mesures pour atténuer les impacts sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La synthèse partage plusieurs constats, notamment :

- Des réserves céréalières abondantes existent dans le monde entier malgré les effets de la COVID-19 ;
- Les approvisionnements et les réserves alimentaires sont actuellement satisfaisants dans la plupart des pays de la région NENA, mais des inquiétudes subsistent pour les pays touchés par les conflits et l'instabilité ;
- Les perspectives de production céréalière domestique en 2020 sont généralement bonnes, à l'exception du Maghreb où la sécheresse et les températures supérieures à la moyenne ont eu des répercussions sur la production céréalière au Maroc et dans une moindre mesure en Algérie, ainsi qu'en Tunisie ;
- Les pays de la région NENA restent vulnérables aux multiples risques déclenchés par la COVID-19 ;
- Les pays de la région NENA ont des capacités limitées pour relever ces défis. À l'exception des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), la plupart des pays de la région ne disposent pas de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour maintenir les mesures de relance sur de longues périodes, et ils pourraient être confrontés à un compromis difficile entre le maintien de mesures sanitaires et de santé strictes pour contenir la propagation du virus et le maintien de l'économie en vie.

La synthèse propose six domaines d'action dans le cadre des plans d'actions stratégiques à la COVID-19 pour la sécurité alimentaire :

1. Mettre en œuvre des politiques fiscales appropriées, la facilitation des flux commerciaux et la surveillance des prix des denrées alimentaires ;
2. Assurer la coordination institutionnelle et la consultation de tous les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire tout en mettant en œuvre les mesures sanitaires pour arrêter la propagation de la COVID-19 ;
3. Protéger ceux qui ont perdu leur emploi et les groupes vulnérables, notamment les agriculteurs ;
4. Soutenir les petits producteurs et les jeunes ruraux et promouvoir l'innovation ;
5. Promouvoir des régimes alimentaires sains pendant la pandémie et après ;
6. Soutenir une action collective régionale pour protéger les personnes touchées par les crises dans la région.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.

Emergence de vagues de chaleur et d'humidité jugées trop sévères pour la tolérance humaine

Selon une étude publiée par SciencesAdvances le 8 Mai 2020, le nombre de vagues de chaleur et d'humidité fatales a doublé entre 1979 et 2017. L'étude prévient que le pire des prédictions en matière de réchauffement climatique est déjà en train d'être réalisé et que nous sommes plus près d'un véritable point de non-retour que nous le pensons.

Les résultats inquiétants surprennent les scientifiques, car des études antérieures avaient prévu que de tels événements météorologiques extrêmes se produiraient plus tard dans le siècle, principalement dans les régions tropicales et subtropicales où l'humidité est déjà un problème.

Les auteurs de l'étude ont identifié des milliers d'incidents où des conditions météorologiques mortelles se sont combinées dans plusieurs régions, notamment en Asie, Afrique, Australie, Amérique du Sud et Amérique du Nord. Les incidents les plus extrêmes se sont produits le long du golfe persique, où la combinaison de chaleur et d'humidité a dépassé la limite théorique de survie humaine à 14 reprises.

[Pour plus d'informations](#)

Ralentissement des pertes forestières expliqué par l'essor de la gestion durable des forêts

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié les principaux résultats de son évaluation des ressources forestières mondiales pour l'année 2020. Les évaluations fournissent annuellement des informations essentielles pour comprendre l'importance des ressources forestières et donnent un aperçu sur leur état et l'évolution de leurs modes de gestion et d'utilisation. L'évaluation 2020, dernière en date, examine la situation et les tendances de plus de 60 variables liées aux forêts dans 236 pays et territoires pour la période 1990–2020. Parmi les conclusions importantes, on retient :

- Les forêts recouvrent presque un tiers de la surface terrestre mondiale et plus de la moitié (54 pour cent) des forêts du monde se trouve dans cinq pays uniquement : la Fédération de Russie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, d'Amérique et la Chine ;
- La superficie forestière mondiale diminue mais le taux de recul de la forêt s'est ralenti ;
- L'Afrique présente la perte nette de superficie forestière la plus élevée et l'Asie a enregistré la plus grande croissance nette de superficie forestière ;
- La déforestation continue mais à un rythme plus faible ;
- Plus de 90% des forêts du monde se sont régénérées naturellement ;
- Plus de 700 millions d'hectares de forêt se trouvent dans des aires protégées juridiquement constituées ;
- Plus de 2 milliards d'hectares de forêt sont soumis à des plans de gestion ;
- Le stock total de carbone dans la forêt est en diminution ;
- Environ 30% de toutes les forêts est principalement utilisé pour la production ;
- Près de 10% des forêts du monde sont affectées à la conservation de la biodiversité ;
- La superficie forestière principalement affectée à la protection du sol et de l'eau augmente.

Le rapport complet sera publié plus tard dans l'année.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Publication du Bilan 2019 du Climat en Europe

Le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme a publié le 6 Mai 2020 le Bilan 2019 du Climat en Europe, compilé par le service changement climatiques Copernicus pour le compte de la Commission européenne. Le Bilan fait le point sur les conditions climatiques, les évolutions, ainsi que les événements extrêmes constatés en 2019, les compare aux tendances des dernières décennies et apporte un aperçu des futures perspectives.

Le Bilan confirme que l'année 2019 a été l'année la plus chaude de tous les temps en Europe. Les températures constatées ont été uniformément chaudes et la fréquence des vagues de chaleur a constitué un record. Le Bilan insiste sur le fait que ces phénomènes ne sont pas des anomalies statistiques, mais bel et bien le résultat du réchauffement climatique. La baisse de l'humidité des sols, la fonte des glaces record, la faible extension de la banquise font partis des phénomènes graves observés en 2019 et attribués au réchauffement climatique. Les concentrations des émissions de gaz à effet de serre ont augmenté et ne semble connaître aucun signe de baisse. Le Bilan prévoit d'ailleurs une hausse des températures pour les années à venir.

L'impact du réchauffement climatique se fait déjà ressentir sur les populations mais aussi sur les équipements et les infrastructures. Le trafic ferroviaire, les ponts, les centrales électriques, la production et la distribution d'électricité ont été affectés. L'ensemble des secteurs économiques a besoin de données climatiques de qualité afin de pouvoir s'adapter. Le service changement climatique Copernicus tente de fournir des données exploitables et de qualité aux autorités compétentes afin qu'elles puissent formuler leurs plans d'adaptation au changement climatique.

Il est à noter d'ailleurs que la Commission européenne a ouvert le 14 Mai une consultation publique sur son projet de nouvelle stratégie européenne d'adaptation, ouverte jusqu'au 20 Août 2020. La nouvelle stratégie s'appuiera sur la stratégie actuelle et sera présentée au début de l'année 2021. Dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, l'Union Européenne prévoit également d'être climatiquement neutre en 2050.

[Pour plus d'informations](#)

Quatre villes asiatiques adoptent une approche circulaire pour leur gestion des déchets plastiques

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a annoncé le lancement d'un projet pilote dans quatre villes visant à rendre la gestion des déchets plastiques plus « circulaire » et à réduire la pollution plastique du milieu marin. L'Asie du Sud-Est est la région la plus polluante du monde en matière de déchets plastiques marins. Le projet « Fermer la boucle », appuyé par le gouvernement du Japon, vise à renforcer les capacités des villes à gérer leurs déchets plastiques en utilisant les principes de l'économie circulaire. Les villes pilotes sélectionnées sont : Kuala Lumpur, Malaisie, Surabaya, Indonésie, Nakhon Si Thammarat, Thaïlande et Da Nang, Viet Nam.

L'approche préconisée consiste à identifier les « points chauds » responsables de la production de déchets à travers un outil digital de télédétection et ensuite à fournir du matériel et des outils de formation aux décideurs politiques pour développer des politiques et des stratégies qui appliquent les principes de l'économie circulaire dans leur gestion des déchets.

[Pour plus d'informations](#)

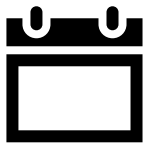


Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com .

Antarctique : le réchauffement climatique provoque la prolifération d'algues vertes

Des chercheurs de l'université de Cambridge ont pu cartographier des zones devenues vertes sur la neige de l'Antarctique, à travers des images prises par les satellites de l'Agence Spatiale Européenne. Ce phénomène est expliqué par la prolifération d'algues vertes, causée par le réchauffement climatique. En effet, les efflorescences d'algues vertes se situent sur les zones où les températures ont le plus augmenté. Autre facteur qui explique cette prolifération est la présence de la faune marine qui fournit aux microalgues les nutriments dont elles ont besoin pour se multiplier. Cette biomasse verte constitue un puit de carbone important mais n'est pas suffisante pour absorber les émissions anthropiques annuelles de carbone.

[Pour plus d'informations](#)



La Journée mondiale de l'environnement sera célébrée le **5 Juin 2020**. Elle encourage les gouvernements, les entreprises, les célébrités et les citoyens à concentrer leurs efforts sur un problème environnemental urgent. En cette année 2020, le thème est **la biodiversité**, une source de préoccupation à la fois urgente et existentielle. Cette année, le pays hôte est **la Colombie**, en partenariat avec l'Allemagne. [#PourLaNature](#)

Au niveau national

Haut-Commissariat au Plan : Enquête sur l'impact de la COVID-19 sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a réalisé, du 14 au 23 avril 2020, une enquête auprès des ménages pour suivre l'adaptation du mode de vie des ménages sous la contrainte du confinement. Cette enquête a ciblé un échantillon de 2350 ménages représentatif des différentes couches socio-économiques de la population marocaine selon le milieu de résidence, urbain et rural. Elle avait pour objectif d'appréhender, notamment, le niveau d'effectivité du confinement, les connaissances des ménages relatives à la COVID-19, les actions prophylactiques, l'approvisionnement domestique en produits de consommation et d'hygiène, les sources de revenu en situation de confinement, l'accès à l'enseignement, l'accès aux services de santé et les réactions psychologiques. Parmi les conclusions à retenir, on peut citer :

- Le tiers des marocains s'est auto-confiné avant la décision officielle de l'état d'urgence sanitaire ;
- Près de huit ménages sur dix (79%) ont respecté entièrement les règles du confinement, 83% en milieu urbain et 69% en milieu rural ;
- La totalité des ménages ont adopté des gestes barrières pour se protéger contre la COVID-19 ;
- Pour suivre les informations sur l'évolution de la pandémie de la COVID-19 dans notre pays, la majorité des chefs de ménages marocains recourt principalement à la radio et à la télévision nationales, avec une part de 87%. Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) viennent très loin derrière avec une part de 6% ;
- Pour 93% des ménages, les produits alimentaires de base (farine, huile, sucre, légumes, légumineuses, etc.) sont disponibles sur le marché au cours du confinement et en quantités suffisantes ;



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.

- 33% des ménages disposent de bavettes et de masques de protection en quantités suffisantes, 41% en disposent en quantités insuffisantes et 27% n'en disposent pas du tout ;
- Un ménage sur deux (51%) ne dispose pas de produits désinfectants, 40% en disposent en quantités suffisantes et 9% en quantités insuffisantes ;
- 34% des ménages affirment n'avoir aucune source de revenus en raison de l'arrêt de leurs activités au temps de confinement ;
- Par rapport à leur situation financière actuelle, pour 38% des ménages, le revenu couvre juste les dépenses, 22% puisent de leurs épargnes, 14% recourent à l'endettement et 8% comptent sur les aides de l'Etat pour couvrir leurs dépenses quotidiennes ;
- Un ménage sur cinq (19%) a reçu une aide de l'Etat pour compenser la perte d'emploi : 13% dans le cadre du programme RAMED et 6% dans le cadre du programme d'aide aux salariés formels (CNSS) ;
- 49% des ménages affirment qu'au moins un de leurs membres actifs occupés a été contraint d'arrêter son activité, 40% d'entre eux ont reçu une aide de l'Etat ou de la part de l'employeur.
- Pour 48% des ménages, les enfants scolarisés au primaire poursuivent les cours à distance de façon régulière, en utilisant les différents supports numériques mis en place ;
- Le suivi régulier des cours à distance est plus prépondérant parmi les enfants scolarisés dans les cycles primaire et collégial du secteur privé, avec respectivement 81% et 84%, contre respectivement 42% et 48% dans le secteur public ;
- Pour 49% des ménages, l'anxiété est le principal impact psychologique du confinement.

[Pour plus d'informations](#)

Centre Marocain de Conjoncture : Impacts de la pandémie

Dans le dernier numéro de sa publication mensuelle, le Centre Marocain de Conjoncture estime que l'impact sectoriel de la pandémie reste difficile à évaluer, même s'il est certain qu'aucun secteur n'a échappé à la crise. Le Centre table sur un affaissement de 3,2% du PIB contre 0,8% au début de la crise sanitaire et considère que cette crise est la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et engendrera probablement l'une des pires récessions économiques de l'histoire moderne du pays. Le Centre préconise que l'augmentation de l'exposition à de nouveaux risques, tels que le changement climatique, doit aboutir à des stratégies long-termes qui transcende les visions sectorielles.

[Pour plus d'informations](#)

Adoption de nouvelles normes pour la photovoltaïque

Un arrêté conjoint du Ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement et du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique a rendu obligatoire une liste de 19 normes marocaines relatives aux produits photovoltaïques et aux installations solaires thermiques. Le Ministère de l'Energie justifie ce nouveau cadre normatif par la nécessité de « réguler et de contrôler la conformité des équipements des systèmes photovoltaïques et des installations solaires thermiques mises sur le marché national en termes de qualité et de sécurité ». L'objectif final étant de protéger le consommateur final, notamment contre les risques d'incendies et d'électrocutions qui pourraient être engendrés par des équipements de mauvaise qualité.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.

Le taux de remplissage des barrages avoisine les 50%

Au cours de la période allant du 18 Mars au 28 Avril 2020, le Maroc a enregistré des épisodes pluvieux relativement importants, impactant ainsi favorablement la situation hydrologique sur une bonne partie du territoire national. Ceci a permis donc d'améliorer le taux de remplissage de ces infrastructures hydrauliques, passant de 46,2% le 18 Mars à 49,7%, soit une réserve d'eau stockée de 7,75 milliards de m³. L'augmentation des réserves d'eau stockée dans les retenues de barrages permettra d'améliorer la sécurisation de l'alimentation en eau potable des régions concernées, particulièrement à l'approche de la saison d'été et dans une conjoncture où la demande en eau connaît un accroissement dû aux mesures d'hygiène pour lutter contre la propagation de la COVID-19.

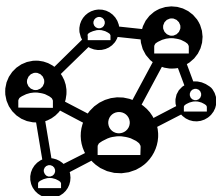
[Pour plus d'informations](#)

On respire mieux durant l'état d'urgence

Le Département de l'Environnement a lancé plusieurs études dans de nombreuses villes du Maroc. Les premiers résultats de l'évaluation pour la ville de Marrakech confirment des taux de réduction importants des polluants atmosphériques et une amélioration perceptible de la qualité de l'air. Une cartographie nationale détaillée sera prochainement publiée. Basée sur l'analyse des données des stations de surveillance de la qualité de l'air avant, durant et après l'état d'urgence sanitaire, cette cartographie permettra d'établir une analyse plus fine de la situation de la pollution de l'air, de tirer des enseignements et de formuler des recommandations pour limiter la pollution atmosphérique après la crise.

Un groupe de chercheurs et scientifiques confirme également l'impact positif du confinement sur la l'environnement, en se basant sur l'exemple de la ville de Salé. Les résultats de leurs travaux ont été publiés sur ScienceDirect et démontre que le taux de PM₁₀, les particules grossières en suspension dans l'air qui peuvent provenir des gaz d'échappement des voitures et des rejets industriels, est passé de 114,6 µg/m³ en moyenne du 11 au 20 Mars à 28,3 µg/m³ en moyenne du 21 mars au 2 avril 2020. Pour rappel, la valeur limite pour la santé humaine est de 50 µg/m³ en moyenne journalière. En Europe, l'objectif de qualité consiste à maintenir le taux de PM₁₀ à 30 µg/m³ en moyenne annuelle.

[Pour plus d'informations](#)



Le Conseil de gouvernement a approuvé le Jeudi 6 Février 2020 le projet de décret n°2.19.721 portant sur la création de la **Commission nationale des changements climatiques et de la biodiversité**. Créée auprès du Département de l'Environnement, elle constitue une instance de concertation et de coordination en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements énoncés dans les accords internationaux et leurs protocoles en relation avec le changement climatique et la diversité biologique. [Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafil.rajae@4cmaroc.com.